

Solutions pour un mieux-être humain



Le Rapport annuel 2011–2012

iisd

International
Institute for
Sustainable
Development

Institut
international du
développement
durable



Table des matières

1. Message du président
2. Comment l'IISD œuvre à l'amélioration du bien-être humain
6. Solutions de politique climatique au moyen du développement sobre en carbone et résilient
8. Remettre la santé et le bien-être humains à l'ordre du jour du développement durable
10. Relever les défis présentés par la stabilité sociale et politique pour améliorer le bien-être humain
12. Traitement de l'information destinée aux décideurs
14. Utiliser les outils en ligne pour trouver des solutions afin de motiver le changement pour une vie meilleure
16. 2010–2012, Engagements de subventions et revenus reconnus par thème du Plan stratégique
18. Bilan consolidé de l'IISD

L'Institut international du développement durable (IISD) contribue au développement durable en formulant des recommandations sur les politiques concernant le commerce et les investissements internationaux, la politique économique, les changements climatiques et l'énergie, la gestion du capital naturel et social ainsi que le rôle habilitant des technologies de l'information dans ces domaines. Nous rendons compte des négociations internationales et partageons le savoir que nous avons acquis lors de projets collaboratifs. Cela se traduit par une recherche plus rigoureuse, un développement des capacités dans les pays en développement, des réseaux de meilleure qualité entre le Nord et le Sud ainsi que de meilleures connexions mondiales entre les chercheurs, praticiens, citoyens et décideurs.

L'IISD a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. L'IISD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'Internal Revenue Code des États-Unis. Il bénéficie de subventions de fonctionnement de base du gouvernement du Canada, qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projets lui sont également accordés par différents gouvernements, au Canada comme à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées.

Siège	Bureau de Genève	Bureau d'Ottawa	Services d'information de l'IISD
161, avenue Portage Est 6 ^e étage Winnipeg (Manitoba) Canada R3B 0Y4 Tél. : +1 204 958-7700 Télé. : +1 204 958-7710 info@iisd.ca www.iisd.org	La maison internationale de l'environnement 2 9, chemin de Balalexert 1219 Châtelaine Genève, Suisse Tél. : +41 22 917-8683 Télé. : +41 22 917-8054	75, rue Albert, bureau 903 Ottawa (Ontario) Canada K1P 5E7 Tél. : +1 613 238-2296 Télé. : +1 613 238-8515	300 East 56th Street #11D New York, NY 10022 USA Tél. : +1 646 536-7556 Télé. : +1 646 219-0955 www.iisd.ca

Nous pouvons améliorer le bien-être humain actuel et celui des générations à venir en transformant les institutions, les règles qui nous régissent, et en démontrant comment chacun peut être plus responsabilisé quant à la gestion des systèmes écologiques et sociaux.

Message du président

Il n'a jamais été plus crucial qu'aujourd'hui d'atteindre nos objectifs pour le développement durable. Cependant, l'humanité sombre dans l'indifférence alors que la mauvaise utilisation et la surutilisation de l'idée ont privé de pertinence cet enjeu de moins en moins bien compris pourtant essentiel pour notre avenir à tous.

Face à des scénarios qui dépeignent des catastrophes économiques et environnementales, nous nous replions sur ce que nous pouvons comprendre à l'échelle individuelle. Nous savons que nous avons besoin d'emplois et que nous voulons vivre dans le confort. Nous espérons ardemment que nos dirigeants politiques régleront nos problèmes, et la lenteur des progrès malgré 40 ans de discussions et de négociations nous désespère.

Le développement durable est, à la base, une idée qui vise à produire des solutions équitables aux nombreux stress mondiaux que subit l'humanité tels que les changements climatiques et le réchauffement de la planète, la perte de la biodiversité ainsi que les changements subis par notre environnement et les systèmes économiques.

Pas moyen d'y échapper! Tout humain devra faire face aux désagréables changements de son mode de vie. Ainsi, tôt ou tard, nous devons tous aborder les questions interdépendantes de l'eau, de l'énergie et de la sécurité alimentaire alors que la population mondiale continue de croître et que la Terre portera plus de 9 milliards d'habitants d'ici 2050.

Depuis sa création, l'IISD s'efforce d'élaborer des approches novatrices pour produire des moyens plus équitables de partager les ressources de plus en plus rares dans un monde en rapide évolution. Lorsque nous parlons d'équité, c'est de l'équité actuelle et à venir entre les peuples dont il s'agit.

Nous avons mis des idées à l'essai pour régler nos problèmes et atteindre nos objectifs de développement durable. Nous avons établi de nouveaux systèmes pour élaborer des solutions et stratégies de développement plus durables.

Ainsi, nous pensons que l'économie verte naissante s'annonce comme l'un des moyens les plus prometteurs pour répondre à la raréfaction des ressources essentielles. Nous examinons la façon dont l'approvisionnement public durable, l'élimination des subventions qui encouragent la surutilisation et le gaspillage, et les moyens rentables de restaurer le milieu naturel et de créer des emplois verts peuvent nous aider à atteindre nos plus vastes objectifs.

Des années d'expérience ont prouvé que nous ne pouvons pas utiliser les anciens modèles pour résoudre les problèmes à venir. Il faut de la rigueur, de la discipline, une pensée claire et des gens compétents pour s'attaquer à ces problèmes. Nous sommes déterminés à trouver des réponses aux questions qui préoccupent les législateurs, les innovateurs en matière de politique et les citoyens inquiets.

Nous pouvons améliorer le bien-être humain actuel et celui des générations à venir en transformant les institutions et les règles qui nous régissent, et en démontrant comment chacun peut être plus responsabilisé quant à la gestion des systèmes écologiques et sociaux. Ce sont les questions sur lesquelles l'IISD travaille depuis des années; questions qui sont le fondement même de notre plan stratégique.

Ce rapport présente l'année écoulée et nous vous invitons à le consulter et à en apprendre davantage sur les façons dont nous travaillons pour atteindre nos buts. Nous avons la chance de regrouper de talentueux chercheurs, associés et cadres de direction ainsi qu'un grand nombre de jeunes rédacteurs dévoués. Notre conseil d'administration reflète une diversité d'expériences, de provenances géographiques et de cultures qui renforce notre gouvernance. Au fil des ans, nous avons été guidés par des dirigeants brillants et voués au développement durable tels que les distingués membres de l'IISD, Franz Tattenbach, David Runnalls et Art Hanson. Nous avons la chance de bénéficier du soutien opérationnel que nous fournissent les gouvernements du Manitoba et du Canada qui nous accordent en outre avec générosité leurs conseils, leur temps et leur appui.



Daniel Gagnier, président, conseil d'administration



Comment l'IISD œuvre à l'amélioration du bien-être humain



*par Bill Glanville, vice-président et chef des opérations
et Darren Swanson, directeur adjoint,
programme Capital naturel et social*

Les défis que nous devons relever sont nombreux, mais il en est de même des possibilités qui se font jour lorsque nous envisageons des problèmes familiaux avec un regard neuf.

- Rapport du Groupe de haut niveau sur la viabilité mondiale constitué par le Secrétaire général des Nations Unies

La scène est commune : une population croissante et des habitudes de consommation en évolution font peser des pressions croissantes sur les systèmes sociaux et écologiques un peu partout dans le monde. Cependant, le concept de développement durable offre un moyen d'intégrer notre pensée au sujet des relations entre l'économie, l'environnement et la société et de déterminer de nouvelles politiques qui amélioreront le bien-être humain en réduisant la pauvreté, en améliorant l'équité sociale ainsi qu'en protégeant et en restaurant les systèmes naturels. Le rôle d'une institution comme l'IISD est d'entreprendre des recherches conduisant à une meilleure compréhension des liens entre les principaux facteurs et de recommander des mesures qui nous feront avancer vers un avenir plus durable.

Nos travaux ont deux aspects essentiels : être sélectifs au sujet des questions appropriées sur lesquelles se pencher et accélérer le rythme du changement. Le choix que nous avons fait des questions appropriées sur lesquelles nous pencher est défini dans notre plan stratégique quinquennal. Ces questions sont les principaux domaines leviers dans lesquels nous pensons que la réalisation du changement fera une différence positive importante et qui mettent à profit les capacités intellectuelles de l'Institut. Le cadre conceptuel du plan stratégique de l'IISD déplace l'axe de nos travaux de la priorité conventionnelle accordée aux facteurs économiques vers une approche plus inclusive qui intègre l'examen de la politique économique, les arrangements de gouvernance et la gestion des systèmes sociaux et écologiques pour concevoir des solutions de rechange pour l'avenir. Les domaines particuliers dans lesquels nous travaillons sont énoncés dans les 12 thèmes décrits dans le modèle reproduit à la page suivante.

Bien que certains succès aient été constatés au cours des 20 dernières années, la plupart des indicateurs révèlent un déclin constant de l'état des systèmes naturels du monde. Parallèlement, alors qu'un grand nombre des réponses sont manifestes, la mise en œuvre du changement a été trop lente. Des progrès opportuns passent par une accélération du rythme de la réforme des politiques. Le plan stratégique de l'IISD détermine le changement transformateur comme des bonds spectaculaires, parfois imprévisibles, vers de nouveaux paradigmes, plutôt que des pas graduels plus prévisibles. Alors que cela peut créer des perturbations, de par sa nature, le changement transformateur nous fait avancer vers nos objectifs à un rythme qui correspond mieux aux exigences d'inversement de l'état des systèmes sociaux et économiques en pleine détérioration.

Conformément à sa mission de défendre l'innovation et de permettre aux sociétés de vivre durablement, l'IISD reconnaît que pour faire des progrès, il faut prendre de multiples mesures à de nombreux niveaux qui collaborent. Notre façon de travailler comporte des éléments particuliers. Tout d'abord, l'IISD fonde son image sur la réalisation de recherches de haute qualité et la fourniture d'analyses et de conseils neutres et crédibles. C'est seulement en nous assurant que nos recherches sont de la plus haute qualité que nous pouvons être considérés comme une source fiable de renseignements utiles.

Ensuite, nous pensons que les relations sont au cœur du changement. Ce dernier exige la prise de risques, le fait d'être prêt à prendre des risques est fondé sur la confiance qui est elle-même fondée sur les relations. Le développement durable exige le développement de relations de confiance avec les principaux décideurs et influenceurs. Nous y

parvenons en créant des partenariats avec un vaste éventail d'institutions tant dans les pays développés que dans ceux en développement. En collaborant pour développer des idées pour la réforme des politiques, nous renforçons la capacité et l'acceptation de nouvelles façons de penser et de nouvelles orientations pour l'avenir.

Enfin, l'IISD adopte une approche fondée sur les solutions. Cela signifie qu'au moyen de nos recherches, nous cherchons à déterminer des politiques pratiques et rentables et des pratiques de gestion avantageuses. Le fait de présenter des recommandations de changements qui ont des avantages manifestes réduit les obstacles à la mise en œuvre.

Ces caractéristiques sont illustrées très clairement par les progrès que nous avons réalisés vers l'achèvement de l'objectif n° 4 de notre plan stratégique : l'élimination graduelle des subventions qui portent atteinte au développement durable. La Global Subsidies Initiative (GSI) a été conçue dès le départ comme une entreprise dont le fondement serait une recherche impeccable dans un domaine difficile à cerner : celui de la définition, de la détermination et de la quantification des subventions, particulièrement celles qui nuisent à l'environnement et au commerce. Cela a été joint avec une stratégie intensive de communications et de mobilisation en partenariat avec l'agence de presse du pays en développement, Inter Press Service, afin d'informer les médias et, par leur entremise, le public au sujet des faits, de l'importance et des défis liés à la réforme des subventions.

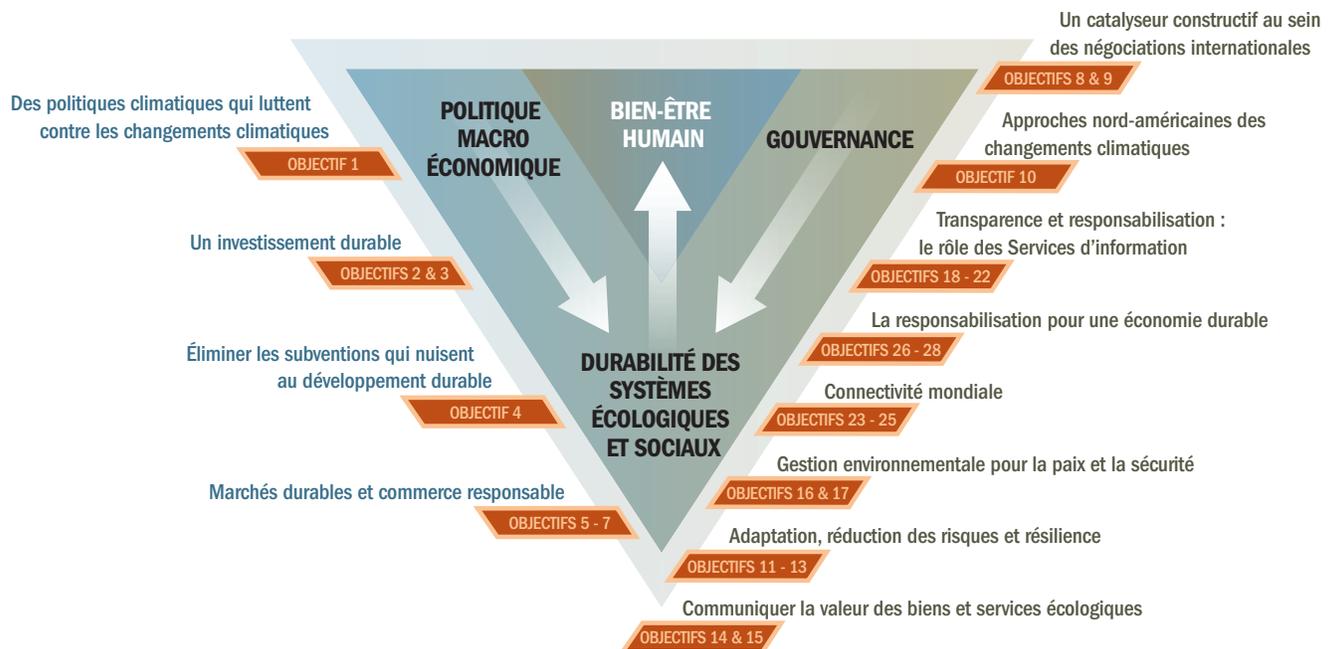
Plus récemment, GSI a produit un certain nombre de guides destinés aux citoyens au sujet des subventions dans le domaine de l'énergie dans des pays particuliers comme moyen de mobiliser un certain nombre de parties prenantes. Ces guides défendent minutieusement la cause de la réforme des subventions et présentent les moyens de mettre la réforme en œuvre tout en protégeant les foyers pauvres. Ils décrivent en outre les voies qui faciliteront la transition. Plus précisément, au sujet de la réforme des subventions pour les combustibles fossiles en Indonésie et en Inde, nous avons réussi à discuter très directement avec les gouvernements de ces pays pour édifier des relations de travail et pour déterminer les meilleures pratiques pour la mise en œuvre du changement dans ce secteur épineux des politiques publiques. Grâce à ces travaux, les choix de finances publiques améliorées sont examinés, ce qui ouvre la voie à un glissement des fonds publics de la facilitation de la surutilisation des combustibles fossiles à d'autres priorités pressantes pour améliorer le bien-être humain telles que l'éducation, la santé et la réduction de la pauvreté.

C'est au moyen de ce genre d'examen de politiques de rechange que l'IISD peut accélérer la transition vers un avenir durable.



Cadre conceptuel pour le plan stratégique de l'IISD

Rechercher un changement transformateur au moyen d'un glissement de paradigme et d'innovations cumulatives dans la politique macroéconomique et la gouvernance pour la gestion durable des systèmes écologiques et sociaux



Des politiques climatiques qui luttent contre les changements climatiques

OBJECTIF N° 1 : Instruments de politique connexes au commerce utilisés pour traiter efficacement la question des changements climatiques du point de vue de l'environnement en nuisant le moins possible au développement.

Un investissement durable

OBJECTIF N° 2 : Transformer les cadres et processus d'investissement internationaux, régionaux et nationaux afin de favoriser et de promouvoir efficacement l'investissement durable.

OBJECTIF N° 3 : Les flux d'investissement soutiennent le développement durable en disséminant les biens et technologies respectueux du climat.

Éliminer les subventions qui nuisent au développement durable

OBJECTIF N° 4 : L'élimination des subventions qui nuisent au développement durable.

Marchés durables et commerce responsable

OBJECTIF N° 5 : Améliorer la compréhension des impacts actuels et potentiels des initiatives volontaires de durabilité sur les marchés mondiaux et le développement durable.

OBJECTIF N° 6 : Veiller à ce que les marchés mondiaux fournissent des débouchés positifs quant aux moyens d'existence durables et à la réduction de la pauvreté chez les populations qui en ont le plus besoin.

OBJECTIF N° 7 : Permettre aux gouvernements d'utiliser l'approvisionnement public durable comme catalyseur pour démontrer le leadership en matière de développement durable et promouvoir la production et la consommation durables.

Un catalyseur constructif au sein des négociations internationales

OBJECTIF N° 8 : Un régime international pour les changements climatiques qui aborde efficacement les questions liées à l'atténuation, l'adaptation, la technologie et au financement.

OBJECTIF N° 9 : Un régime international pour les changements climatiques qui prévoit des possibilités pour les pays en développement dans les domaines de l'adoption des transferts de technologie et d'une croissance sobre en carbone.

Approches nord-américaines des changements climatiques

OBJECTIF N° 10 : Une relation constructive et progressive en matière d'énergie et de changements climatiques entre le Canada et les États-Unis.

Adaptation, réduction des risques et résilience

OBJECTIF N° 11 : Des mesures de l'adaptation capables d'évaluer, surveiller et classer en ordre de priorité les efforts proposés pour réduire la vulnérabilité aux changements climatiques sont à la disposition des praticiens du développement, qui les comprennent, dans des pays en développement et développés, contribuant à une augmentation significative de la mise en œuvre de mesures durables qui appuient l'adaptation aux changements climatiques.

OBJECTIF N° 12 : Les décideurs envisagent et intègrent couramment les conséquences d'un climat physique en évolution dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement facilitant ainsi l'adaptation aux changements climatiques.

OBJECTIF N° 13 : Une réduction du risque pour la stabilité politique et économique posé par les changements climatiques.

Communiquer la valeur des biens et services écologiques (BSE)

OBJECTIF N° 14 : Lac Winnipeg – qu'un plan stratégique de gestion applicable au bassin hydrographique du lac Winnipeg soit élaboré en fonction des principes des BSE.

OBJECTIF N° 15 : Écosanté – la santé et le bien-être humains sont améliorés au moyen des investissements dans les BSE.

Gestion environnementale pour la paix et la sécurité

OBJECTIF N° 16 : La gestion environnementale est efficacement intégrée dans les évaluations de renforcement de la paix, les mandats et opérations, et elle est renforcée par le développement international et la gouvernance environnementale.

OBJECTIF N° 17 : La conservation et la gestion environnementale tenant compte des conflits sont généralement mises en œuvre dans les régions affectées par un conflit ou sujettes aux conflits.

Transparence et responsabilisation : le rôle des Services d'information

OBJECTIF N° 18 : Veiller à ce que des informations et analyses neutres, fiables, opportunes et accessibles qui renforcent les processus de formulation des politiques soient disponibles; améliorer la transparence et la responsabilisation des négociations intergouvernementales et l'égalité de la répartition des informations.

OBJECTIF N° 19 : Fournir un lieu unique où se procurer des renseignements, des nouvelles et des analyses qui facilitent la formulation de politiques en connaissance de cause dans des domaines cruciaux tels que les changements climatiques et peut-être un ou deux autres sujets tels que l'eau et l'énergie.

OBJECTIF N° 20 : Une coopération et une collaboration plus étroites entre les décideurs et autres intéressés dans le cadre d'accords multilatéraux sur l'environnement essentiels conduisant à une meilleure compréhension mutuelle et à une formulation des politiques améliorée.

OBJECTIF N° 21 : Des processus de formulation des politiques mieux informés aux niveaux régionaux. Cela inclut la promotion de la transparence et de la responsabilisation, le renforcement des communautés et de meilleurs systèmes de gestion des connaissances au niveau régional.

OBJECTIF N° 22 : Contribuer de façon sensée aux plus vastes objectifs et autres programmes de l'IISD.

Connectivité mondiale

OBJECTIF N° 23 : L'Internet (et les technologies et services qui lui sont connexes) sont canalisés par les politiques sur l'Internet et les intéressés du domaine du développement durable collaborant pour soutenir les transitions vers des économies plus vertes et des sociétés plus durables.

OBJECTIF N° 24 : On obtient, au moyen de la promotion, du soutien et de l'évaluation de nouveaux modèles de collaboration, d'apprentissage et d'action fondés sur la technologie de l'information et des communications, qu'un ensemble essentiel d'institutions et de personnes collaborent vers le développement durable.

OBJECTIF N° 25 : La prochaine génération de leaders, tant au Canada qu'ailleurs, est préparée de façon à penser et à agir avec le développement durable comme objectif au moyen d'approches qui utilisent les avantages d'un monde plus connecté.

La responsabilisation pour une économie durable

OBJECTIF N° 26 : Le rôle de la responsabilisation dans une économie durable est clairement établi et des nouveaux mécanismes de responsabilisation sont en place pour le 21^e siècle.

OBJECTIF N° 27 : Provoquer une amélioration considérable du niveau de conformité et d'exécution des normes, mesures et règles environnementales convenues dans le cadre des organisations et conventions internationales.

OBJECTIF N° 28 : Faire en sorte que le monde politique accorde une attention prioritaire à la nécessité de fixer des objectifs de durabilité clairs et mesurables aux niveaux national et infranational et mettre en œuvre de solides mesures de responsabilisation pour garantir leur réalisation.



Solutions de politique climatique au moyen du développement sobre en carbone et résilient



par Dave Sawyer,
directeur, Changements
climatiques et énergie

LE PROGRAMME CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET ÉNERGIE A OPÉRÉ UN GLISSEMENT POUR LIER PLUS ÉTROITEMENT LES SOLUTIONS D'ATTÉNUATION ET D'ADAPTATION AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE LA VIE.

Il est important d'envisager une transition vers un avenir sobre en carbone et résilient, mais il importe peut-être encore plus d'inscrire plus largement les changements climatiques dans les structures de gouvernance.

De nouveaux espoirs et un vent d'optimisme balayent la scène des changements climatiques alors que la notion de développement commence à se concrétiser dans des mesures pour faire face aux changements climatiques.

En l'absence d'un accord mondial sur les changements climatiques, le monde en développement commence à prendre des mesures ascendantes qui comportent un lien plus étroit entre le développement durable et les solutions d'atténuation et d'adaptation.

Alors que les négociations internationales continuent à s'enliser autour de la notion d'atténuation et du caractère vérifiable de la réduction des émissions, un nouvel espace s'est ouvert à la pensée au sujet des solutions qui correspondent plus précisément aux objectifs de développement à long terme.

Les solutions fondées sur la politique climatique qui cherchent à compléter les objectifs du développement durable rapprochent les gens pour utiliser les rares ressources financières et humaines et pour attirer les partenaires qui, par le passé, n'ont pas tiré de grands profits de leur participation aux activités d'atténuation.

Dans le monde en développement, les possibilités de combiner l'atténuation, l'adaptation et l'allègement de la pauvreté ont déclenché une vague d'investissements ciblés visant à améliorer le bien-être humain d'un grand nombre d'habitants des régions les plus touchées par les changements climatiques.

Des cuisinières plus efficaces incarnent cette vague de nouvelle pensée. Une meilleure efficacité des cuisinières réduit la quantité de bois utilisé et par conséquent celle des émissions, libère du temps et de l'argent puisqu'il faut moins de bois et améliore les résultats de santé du fait de la réduction de l'exposition, à l'intérieur de l'habitation, aux contaminants présents dans l'air. En outre, lorsque les programmes pour les cuisinières fournissent des cuisinières plus efficaces et sont jumelés avec des projets de reboisement, la capacité d'adaptation peut être améliorée par les réductions de l'érosion du sol. Il s'agit d'un exemple parmi d'autres de développement durable à l'œuvre.

Le personnel du programme Changements climatiques et énergie de l'IISD a travaillé l'an dernier pour diriger les réflexions mondiales sur le développement sobre en carbone et résilient. Nous avons centré le programme de façon à lier plus étroitement l'atténuation et l'adaptation, essayant de minimiser une séparation datant du passé tant au sein du programme que dans les pays dans lesquels nous travaillons.

Il est important d'envisager une transition vers un avenir sobre en carbone et résilient, mais il importe peut-être encore plus d'inscrire plus largement les changements climatiques dans les structures de gouvernance.

L'an dernier, nos travaux en Afrique, dans les Caraïbes, en Asie et en Amérique latine ont aidé les pays à déterminer et à gérer les risques dus au climat, à envisager des trajectoires de développement sobres en carbone et à renforcer la capacité de gouvernance.

Il est également sensé pour les pays en développement d'intégrer le développement durable et les objectifs liés aux changements climatiques. En tant qu'organisation internationale, nous constatons des possibilités d'améliorer la productivité des ressources et de l'innovation pour garantir une meilleure qualité de la vie, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.

À l'avenir, l'économie mondiale se dirige vers un monde aux ressources limitées. Le bon cheminement pour atteindre un meilleur bien-être humain est celui qui passe par l'approfondissement du discours politique pour évaluer les possibilités à long terme de développement sobre en carbone et résilient.

Considérant un développement sobre en carbone et efficace, nous continuerons à orienter nos travaux vers la réalisation de nos trois objectifs stratégiques, soit permettre un développement sobre en carbone, améliorer la capacité de faire face aux changements climatiques au moyen de l'adaptation, de la réduction du risque et du renforcement de la résilience, ainsi qu'assumer le rôle de catalyseur lors des négociations internationales sur le climat.

OBJECTIF N° 8 :

Un régime international pour les changements climatiques qui aborde efficacement les questions liées à l'atténuation, l'adaptation, la technologie et au financement.

OBJECTIF N° 9 :

Un régime international pour les changements climatiques qui prévoit des possibilités pour les pays en développement dans les domaines de l'adoption des transferts de technologie et d'une croissance sobre en carbone.

OBJECTIF N° 10 :

Une relation constructive et progressive en matière d'énergie et de changements climatiques entre le Canada et les États-Unis.

OBJECTIF N° 12 :

Les décideurs envisagent et intègrent couramment les conséquences d'un climat physique en évolution dans la formulation et la mise en œuvre des politiques de développement facilitant ainsi l'adaptation aux changements climatiques.



Remettre la santé et le bien-être humains à l'ordre du jour du développement durable



*par Hank Venema,
directeur, Capital
naturel et social
et Karla Zubrycki,
agente de projet,
programme Capital
naturel et social
(NASCap)*

LE PROGRAMME NASCAP POURSUIT UN RAFFINEMENT PARTICULIER DU CADRE DES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES ET DU BIEN-ÊTRE HUMAIN ISSU DE L'ÉVALUATION DES ÉCOSYSTÈMES POUR LE MILLÉNAIRE, CONTRIBUANT AINSI AU NOUVEAU DOMAINE DE L'ÉCOSANTÉ AU CONFLUENT DE LA GESTION DE L'ÉCOSYSTÈME ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE.

Le développement durable a toujours été anthropocentrique : il s'agit du bien-être humain. Selon notre hypothèse de base, le maintien de l'équilibre entre les objectifs sociaux, économiques et environnementaux alimentera la santé et le bien-être des futures générations.

Eu égard aux liens intimes entre le développement durable et la santé humaine, il est étonnant que les communautés mondiales de la santé et du développement durable aient évolué parallèlement, ne se recoupant que très rarement. Surprenant puisque le mouvement environnemental du 20^e siècle à l'origine du concept de développement durable est issu des préoccupations liées à la santé publique. *Silent Spring*, le livre classique publié par Rachel Carson en 1962, soulignait les effets de l'utilisation des pesticides sur la faune. Cependant, et c'est essentiel, elle a aussi tiré la sonnette d'alarme au sujet de leurs possibles effets sur les humains. La volonté politique d'établissement de l'agence américaine de protection de l'environnement et toute la législation environnementale subséquente qui a jeté les bases du développement durable moderne, sont nées du tollé déclenché par Rachel Carson.

Les chemins divergents suivis par les communautés mondiales de la santé et du développement durable pourraient converger de nouveau après plus de 50 ans. Le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Margaret Chan, représentait la communauté mondiale de la santé à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20; première fois que l'OMS était représentée à un si haut niveau lors de négociations mondiales dans ce domaine. Qui plus est, un résultat d'une consultation réalisée en mai 2012 par l'OMS auprès d'experts dans les domaines de la santé publique et de l'eau, dont l'IISD, était la reconnaissance que l'investissement dans la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est un indicateur de santé de base pour surveiller les progrès vers la gestion durable de l'eau.

Le concept de base est intuitif, mais les implications sont provocantes : le bien-être humain est la mesure ultime de la durabilité et il doit être atteint avec le minimum de conséquences possibles pour la Terre. La communauté mondiale de la santé est peut-être en train de répondre aux avancées antérieures de la communauté du développement durable. L'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire de 2005 a formulé la notion selon laquelle tous les aspects de la santé humaine dépendent, au fond, de l'accès à des services écosystémiques de haute qualité fournis par le milieu naturel tels que l'eau et l'air propres, une alimentation saine et des loisirs.

La reconnaissance du fait que la santé humaine dépend de l'accès aux services écosystémiques génère deux idées très importantes. D'abord, les investissements dans la gestion de l'écosystème peuvent être une forme très efficace de santé publique en amont qui devrait être envisagée sérieusement alors que les coûts des services de santé déciment les budgets gouvernementaux. L'investissement réalisé par la ville de New York dans la protection des bassins hydrographiques plutôt que dans la filtration de l'eau en aval, économisant ainsi des millions de dollars en est une illustration

classique. Ensuite, la santé publique étant une priorité de politique essentielle et sans doute l'objet des attentes les plus fondamentales des citoyens à l'égard de leurs gouvernements, traiter la question des risques pour la santé publique au moyen des investissements dans les systèmes écosystémiques peut être une force puissante et transformatrice pour le développement durable.

Le programme NASCap poursuit un raffinement particulier du cadre des services écosystémiques et du bien-être humain issu de l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, contribuant ainsi au nouveau domaine de l'écosanté au confluent de la gestion de l'écosystème et de la santé publique. Avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international et grâce à la collaboration avec le Network for Ecosystem Sustainability and Health (NESH), l'IISD a axé ses travaux dans le domaine de l'écosanté sur la gestion des bassins hydrographiques. Ces derniers sont un lieu de concentration de l'eau, de l'énergie et des nutriments. Des bassins hydrographiques bien gérés fournissent des services de purification et de protection; idées qui sous-tendent le concept de GIRE.

L'écosanté affirme que la coopération communautaire pour protéger les bassins hydrographiques améliore les déterminants sociaux et environnementaux de la santé, un *double dividende* de santé publique. Un récent sondage réalisé par NESH et l'IISD auprès des organisations de gestion des bassins hydrographiques au Canada pour l'Agence de la santé publique du Canada a confirmé que le double dividende promis pour la santé publique existe bien et qu'il est grand temps de mieux intégrer la gestion des bassins hydrographiques et la planification de la santé publique. Winnipeg, ville du siège social de l'IISD, est le lieu d'une réussite convaincante en matière d'écosanté.

Save Our Seine (SOS), une organisation communautaire non gouvernementale, a fait la promotion de la protection de la rivière Seine, un affluent de la rivière Rouge qui baigne Winnipeg. Les nombreuses réalisations de SOS incluent le nettoyage d'un site pollué par des déchets toxiques sur la rive urbaine de la rivière à Winnipeg, la construction de dizaines de kilomètres de sentiers et la protection d'un rare peuplement forestier ancien; réalisations qui se sont toutes traduites par la hausse de la valeur des propriétés riveraines de la rivière Seine.

Le cas de SOS illustre la façon dont le double dividende pour la santé publique déborde sur le triple gain du développement durable lorsqu'on inclut l'avantage économique de la hausse de la valeur des propriétés, l'autonomisation de la communauté, la réduction de l'exposition aux toxines et des styles de vie plus actifs. L'écosanté est le développement durable pratique dans la communauté et les bassins hydrographiques; un pont qui renforce l'importance de la santé humaine au sein du discours sur le développement durable et constitue donc une pierre angulaire du nouveau programme de l'IISD, NASCap.

OBJECTIF N° 15 :
Écosanté— La santé et le bien-être humains sont améliorés au moyen des investissements dans les BSE.



Relever les défis présentés par la stabilité sociale et politique pour améliorer le bien-être humain



par Mark Halle,
directeur, Commerce et investissement,
et représentant européen

**LA STABILITÉ SOCIALE ET POLITIQUE
CONSTITUE L'EXIGENCE DE BASE DU
DÉVELOPPEMENT DURABLE; C'EST LE
PORTAIL SOUS LEQUEL TOUT CHEMIN
VERS LA DURABILITÉ DOIT PASSER.**

Feu notre collègue Konrad von Moltke décrivait le développement durable comme un défi en matière d'investissement; la transition vers le développement durable exigera un investissement à grande échelle dans une technologie plus propre et plus efficiente, dans les technologies de l'information et des communications, dans les infrastructures et dans la mise à niveau générale des processus, des institutions et de la capacité humaine. L'investissement, quant à lui, suit les opportunités et fuit le risque. Si nous voulons accélérer l'investissement dans la transition vers la durabilité, nous devons certes dévoiler des opportunités, mais, ce qui est plus important, il nous faut diminuer les risques.

Ce qui est vrai pour les sociétés l'est également pour les communautés. De meilleures pratiques agricoles, la plantation d'arbres, la création de terrasses sur les pentes raides, la gestion des pêcheries, etc. exigent tous que nous prenions des mesures aujourd'hui dans l'espoir d'un résultat à moyen ou à long terme. Pour cette raison, là où l'extrême pauvreté persiste et où les populations sont obligées de choisir des stratégies de survie, les progrès vers le développement durable sont impossibles. La priorité est celle de la réduction de la pauvreté au point où les investissements dans les mesures qui font avancer la durabilité redeviennent possibles.

Ce n'est pas seulement la pauvreté qui oblige les personnes et les communautés à fonctionner dans un mode de survie et sape tous les espoirs de progrès vers le développement durable, les ruptures sociales et les conflits sont d'autres éléments qui gênent toute action en faveur d'un avenir durable. Lorsque la stabilité sociale et politique commence à se déliter, l'investissement à moyen et à long terme est immédiatement interrompu quel qu'en soit l'objet. Les risques sont tout simplement trop élevés.

Lorsque le conflit éclate véritablement, la durabilité est minée et recule, souvent pendant des années après le retour de la paix, alors que la confiance dans la stabilité renaît lentement.

Envisagée sous cet angle, la stabilité sociale et politique constitue l'exigence de base du développement durable, c'est le portail sous lequel tout chemin vers la durabilité doit passer. Par conséquent, lorsque l'environnement (p. ex. l'accès aux ressources environnementales) est une cause de tension sociale, il devient impératif de traiter les questions afin qu'elles ne sapent pas le tissu social ou pire, qu'elles ne débouchent pas sur un conflit armé. De même, une fois le conflit éteint, l'attention portée à l'environnement et aux ressources naturelles est souvent un bon moyen pour renforcer la paix et commencer à recoudre le tissu social, créant ainsi les conditions dans lesquelles les communautés et les personnes investiront de nouveau.

L'IISD a accordé la priorité à ce défi : comment éviter la spirale nuisible de la dégradation des ressources qui exacerbe les tensions sociales et conduit au conflit et à la dégradation de ce qui se trouve à la base des ressources? Comment produire la spirale positive de restauration et de gestion des ressources qui aide à développer la confiance de la communauté, éliminant le spectre du conflit et créant les conditions nécessaires à l'investissement dans la durabilité?

Deux activités illustrent nos efforts.

- Nous travaillons en Afrique sur deux sujets connexes : la planification des activités de conservation afin de minimiser les conflits et la façon de veiller à ce que la migration croissante des populations en Afrique ne conduise pas au conflit. Dans le premier cas, on assume fréquemment que la conservation de la biodiversité est une bonne chose et qu'elle ne devrait pas, par conséquent, exacerber les frictions sociales ou mener à un

conflit. L'hypothèse est erronée. Les activités de conservation peuvent limiter ou couper l'accès traditionnel aux terres et aux ressources. Même lorsque ces dernières sont remplacées par des activités économiques de rechange, elles tendent à être le privilège d'élites de la communauté, creusant les écarts existants. Conçue correctement, la conservation peut cependant faire beaucoup de bien et minimiser les possibilités de conflit. Un manuel rédigé par l'IISD sur la conservation sensible aux conflits (<http://www.iisd.org/publications/pub.aspx?pno=1163>) offre des conseils pratiques à cet égard.

- Nous venons d'inaugurer un programme qui porte sur le phénomène croissant de la migration et des conflits dans la vallée du Rift en Afrique. Les populations se déplacent pour diverses raisons allant des déplacements saisonniers des troupeaux à l'abandon de terres subissant les effets du climat ou dégradées du point de vue environnemental en passant par des déménagements délibérés ou les déplacements pour échapper à un conflit ou à ses conséquences. De telles migrations imposent une pression supplémentaire aux systèmes se trouvant déjà aux limites de leur résilience. Lorsque cette limite est excédée, un nouveau conflit peut se déclencher. Les migrations devenant de plus en plus communes en Afrique et ailleurs, nous devons apprendre à les planifier et à atténuer leurs pires effets afin de prévenir les conflits.

OBJECTIF N° 16 :

La gestion environnementale est efficacement intégrée dans les évaluations de renforcement de la paix, les mandats et opérations, et elle est renforcée par le développement international et la gouvernance environnementale.

OBJECTIF N° 17 :

La conservation et la gestion environnementale tenant compte des conflits sont généralement mises en œuvre dans les régions affectées par un conflit ou sujettes aux conflits.



Traitement de l'information destinée aux décideurs



par Kimo Goree, directeur,
Services d'information, IISD

LE SYSTÈME DE GESTION DU CONTENU DES SERVICES D'INFORMATION ET SES EXPERTS THÉMATIQUES FORMENT UN RÉSEAU DE TRAITEMENT POUR LES DÉCIDEURS QUI EFFECTUE LA PROMOTION DE L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ÉCLAIRÉES SE TRADUISANT PAR UN MEILLEUR BIEN-ÊTRE HUMAIN.

« Il ne s'agit pas d'un trop-plein d'information. C'est un échec du système de filtration. » (traduction)

–Clay Shirky

Les façons et la vitesse à laquelle les décideurs ont accédé à l'information au cours des vingt dernières années se sont avérées être un couteau à deux tranchants. Alors que l'Internet à haut débit, le courrier électronique en temps réel, le contenu des sites Web, les fils Twitter et les médias sociaux ont offert un accès sans précédent à de vastes quantités de données sur les politiques, ce flot d'information peut noyer ceux qui, au sein des organisations, dépendent de l'évolution des questions liées à l'environnement et au développement durable dans le monde ou doivent s'en tenir informés. En outre, avec la prolifération des appareils mobiles et l'omniprésence de la possibilité d'accès à l'Internet, il est difficile d'éviter d'être submergé par le déferlement d'information. Si vous demandez aux diplomates, aux bureaucrates, aux gestionnaires de l'information et aux experts en communication ce qu'ils pensent des défis qu'ils doivent surmonter dans leur profession, l'une des plaintes les plus fréquentes repose sur « l'excès d'information ».

Cependant, comme vous le diront la plupart des théoriciens de la gestion du savoir, ce n'est pas la quantité d'information qui pose problème mais bien notre capacité à trouver et à utiliser les filtres appropriés pour éliminer les distractions et ne laisser que l'essentiel. Aujourd'hui, ces outils revêtent de nombreuses formes telles que des algorithmes complexes qui tamisent les données pour trouver des pépites de savoir, des réseaux sociaux d'amis et de collègues qui recommandent des articles à lire et même des personnes qui peuvent employer du personnel pour écumer les courriels et les sites Web à la recherche de ce qui importe vraiment.

Au cours de la dernière décennie, la personne ou l'organisation qui joue le rôle de « courtier du savoir » est devenue un acteur important du jeu de la gestion de l'information. Le courtier du savoir est l'intermédiaire fiable qui filtre et résume de vastes quantités d'information, les distillant en articles concis et lisibles et les communiquant aux personnes qui en ont besoin.

Les Services d'information de l'IISD assument le rôle de courtier du savoir pour les décideurs depuis le lancement du *Bulletin des Négociations de la Terre* en (BNT) en 1992, résumant des heures de négociations en des sommaires quotidiens de 2 000 mots. Nous avons maintenant pénétré dans le domaine de la gestion du savoir avec le généreux appui du gouvernement de la Suisse et, plus récemment, celui de la Commission européenne et des Émirats Arabes Unis (par l'entremise de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables). Nous avons créé un système de gestion du contenu (SGC) sophistiqué et assemblé une équipe « d'experts thématiques » qui identifient

et résumant les activités, publications, résultats et projets essentiels dans des domaines tels que le développement durable, les changements climatiques, la biodiversité, l'énergie durable et les Petits États Insulaires en Développement. C'est ce réseau de traitement qui est le facteur le plus important dans la création d'un système de filtration de haut niveau destiné aux décideurs. Les experts thématiques qui font office d'organiseurs du savoir sont aussi les rédacteurs qui travaillent lors des conférences et produisent les articles et résumés quotidiens du BNT. En leur qualité de participants ayant des contacts en réseau et des connaissances, assistant au cœur de ces négociations multilatérales, nous pouvons être certains qu'ils savent reconnaître le contenu important lorsqu'ils le voient et qu'ils peuvent filtrer et résumer les éléments les plus importants qui sont ajoutés à notre SGC et diffusés sur nos réseaux de publication.

En raison de nos travaux en tant que courtier du savoir et de notre processus sophistiqué de traitement de l'information, les décideurs qui sont abonnés à nos communiqués faciles à lire tels que le *Climate Change Daily Feed*, *Sustainable Energy Update*, *Biodiversity Update* et *Sustainable Development Update* savent qu'ils ne sont informés que des activités les plus pertinentes, opportunes et dignes d'intérêt dans chacun de ces domaines.

Alors que le trop-plein d'information est peut-être une maladie de cette décennie, l'IISD continue sa tradition de prestation d'un service unique pour les renseignements, les nouvelles et les analyses qui favorisent l'élaboration de politiques éclairées dans des domaines essentiels qui, en fin de compte, mènent à une amélioration du bien-être humain.

OBJECTIF N° 19 :

Fournir un lieu unique où se procurer des renseignements, des nouvelles et des analyses qui facilitent la formulation de politiques en connaissance de cause dans des domaines cruciaux tels que les changements climatiques et peut-être un ou deux autres sujets tels que l'eau et l'énergie.



Utiliser les outils en ligne pour trouver des solutions afin de motiver le changement pour une vie meilleure



par Pauline Gerrard, coordinatrice de l'apprentissage et de la formation en ligne, Connectivité mondiale

LE PROGRAMME CONNECTIVITÉ MONDIALE A ÉTENDU SES TRAVAUX AVEC LA PROCHAINE GÉNÉRATION POUR ATTEINDRE UN PLUS GRAND NOMBRE DE JEUNES LEADERS EN PUISSANCE EN UTILISANT LES OUTILS EN LIGNE POUR LA FORMATION ET LE RÉSEAUTAGE AFIN DE MODELER UNE VIE MEILLEURE POUR TOUS.

Le haut niveau de compréhension, de capacité et de connectivité des jeunes d'aujourd'hui constitue une chance de trouver des solutions et de motiver le changement.

Un plus grand nombre de jeunes terminent leurs études avec une meilleure compréhension de la durabilité, de la responsabilité sociale des entreprises et du leadership qu'avant. Ils ont bien compris les défis liés à une population en pleine expansion, à l'épuisement des ressources et à l'imprévisibilité du climat. Ils reconnaissent que la qualité de leur vie future dépend essentiellement d'une société plus durable. Cependant, ils n'ont pas l'expérience et les opportunités nécessaires pour appliquer ce savoir et influencer le changement.

L'appui de la prochaine génération pour le leadership en matière de durabilité est l'un des piliers du programme Connectivité mondiale de l'IISD depuis l'inauguration du programme de stages Jeunes leaders pour un avenir durable (Young Leaders for a Sustainable Future Internship Program) en 1997. En collaborant avec les stagiaires et les anciens stagiaires du programme, il est devenu manifeste qu'ils ont une capacité d'innovation et de solutions en réseau qui doit être favorisée. Ils comprennent bien la technologie de l'information, et les contacts qu'ils ont entre eux et avec le monde qui les entoure sont totalement nouveaux. Ils comprennent également clairement qu'ils pourraient bien ne pas avoir la même qualité de vie que celle dont ont joui leurs parents, ce qui les motive pour trouver des solutions durables et investir dans leur propre génération pour un mieux-vivre pour tous.

Le haut niveau de compréhension, de capacité et de connectivité des jeunes d'aujourd'hui constitue une chance de trouver des solutions et de motiver le changement. Pour relever ce défi, le programme Connectivité mondiale a étendu ses travaux avec la prochaine génération pour atteindre un plus grand nombre de jeunes leaders en puissance en utilisant les outils en ligne pour la formation et le réseautage. Alors que notre modèle de stage de base a placé 13 jeunes leaders auprès d'organisations internationales en 2011-2012, nous avons également étendu nos travaux dans le domaine du leadership dans deux directions importantes.

D'abord, nous avons utilisé une plate-forme de média social en ligne pour regrouper les jeunes leaders des régions circumpolaires pour discuter du changement, du savoir et des mesures dans les communautés septentrionales. À partir de ce

dialogue en ligne, 13 jeunes leaders dynamiques ont été choisis pour participer à un programme de leadership en ligne et à la Conférence de l'Année polaire internationale (API) à Montréal. Le groupe, représentant des communautés de l'Alaska, de la Finlande, du Groenland, de la Russie et des régions du Nord du Canada, a tiré des enseignements de ses expériences mises en commun et apporté le point de vue des jeunes aux plus de 3 000 délégués présents à la Conférence de l'API grâce à une série d'exposés en groupes de discussions et avec des affiches.

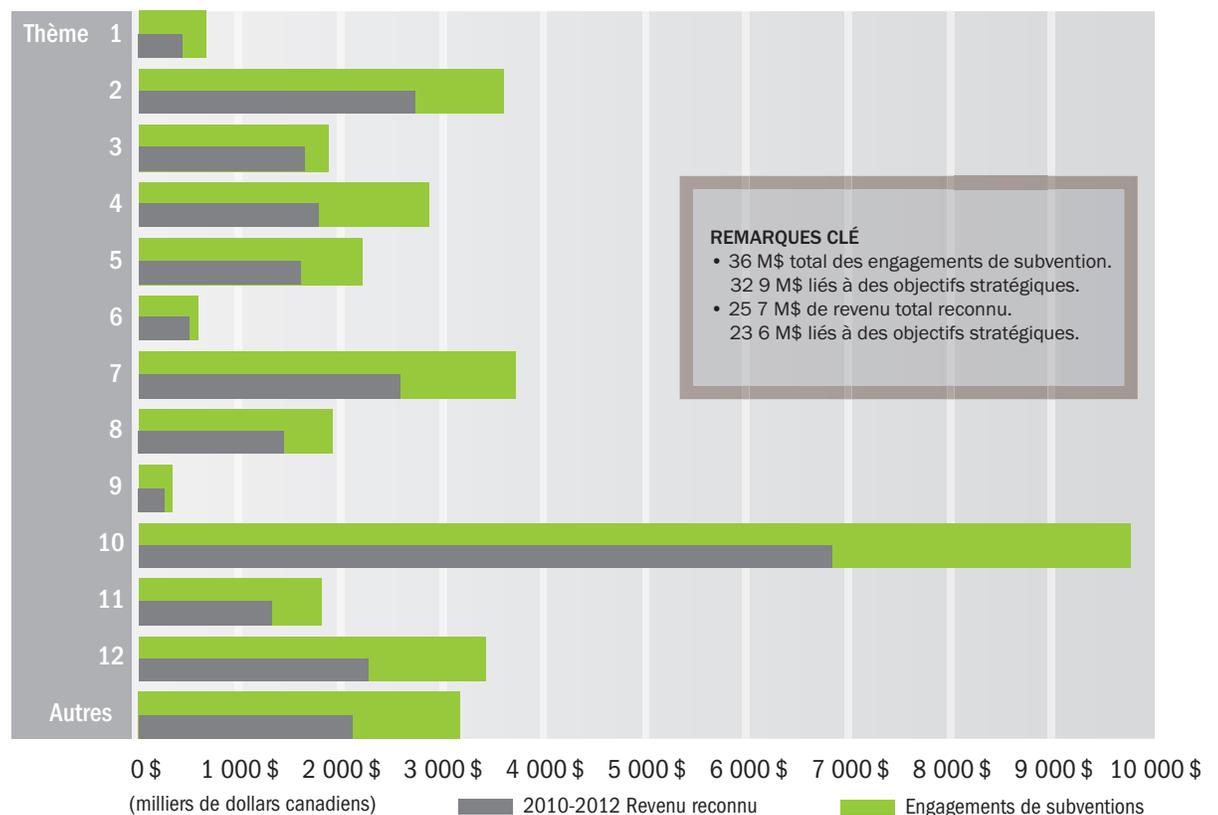
Ensuite, nous avons centré nos efforts sur la façon d'offrir des chances de perfectionnement des compétences de leadership des jeunes à l'échelle communautaire, collaborant avec les communautés moins riches en ressources et en programmes. Le Community Shift Program en cours à Winnipeg est un projet pilote qui offre aux jeunes professionnels provenant d'organisations des secteurs public et privé et d'organisations sans but lucratif une formation et une chance de participer au règlement collaboratif des problèmes communautaires. Au moyen d'une combinaison de contenu en ligne tiré de rencontres en personne avec des leaders locaux, le programme tend à aider les communautés à s'adjoindre des personnes engagées, compétentes et dynamiques pour assumer le rôle de catalyseurs dans la promotion d'un changement positif et l'amélioration de la qualité de la vie de tous.

Au cours de l'année à venir, nous continuerons à étendre notre réseau de jeunes leaders, maintenant les liens au fil de leur progression professionnelle. Notre priorité est de continuer à examiner la qualité de la vie à l'échelle communautaire et de mobiliser les jeunes leaders, tant à l'échelle canadienne qu'internationale, pour une collaboration visant à trouver des solutions en vue du changement.

OBJECTIF N° 25 :

La prochaine génération de leaders, tant au Canada qu'ailleurs, est préparée de façon à penser et à agir avec le développement durable comme objectif au moyen d'approches qui utilisent les avantages d'un monde plus connecté.

2010–2012, Engagements de subventions et revenus reconnus par thème du plan stratégique



REVENUS RECONNUS PAR THÈME POUR 2010–2011—BAILLEURS DE FONDS (PLUS DE 50 000 \$)

1. Des politiques climatiques qui luttent contre les changements climatiques (objectif 1)

Ministère des Affaires étrangères (Norvège)	146 273 \$
Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)	130 929
Institut suédois pour la recherche environnementale IVL	56 076

2. Un investissement durable (objectifs 2 et 3)

Department for International Development (DFID) R.-U.	451 748
Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC)	261 144
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	234 962
Ministère des Affaires étrangères (Norvège)	146 273
Rockefeller Brothers Fund	144 973
Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)	130 929
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	119 604
Université Simon Fraser	57 441

3. Éliminer les subventions qui nuisent au développement durable (objectif 4)

Foreign & Commonwealth Office (FCO)	396 921
Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA)	164 999
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	99 055
Coopération économique Asie-Pacifique (APEC)	73 910
Department for International Development (DFID) R.-U.	61 679
Agence suédoise d'aide au développement international (Asdi)	56 525

4. Marchés durables et commerce responsable (objectifs 5 à 7)	
Secrétariat d'État à l'économie (SECO) (Suisse)	180 868
Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD)	90 833
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	75 299
Institut suédois pour la recherche environnementale	56 076
5. Un catalyseur constructif au sein des négociations internationales (objectifs 8 et 9)	
Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD)	486 383
PricewaterhouseCoopers Services Ltd. (PwCS)	293 640
World Wildlife Federation South Africa (WWF-SA)	80 252
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	61 387
6. Approches Nord-américaines des changements climatiques (objectif 10)	
Province de Colombie-Britannique	91 720
7. Adaptation réduction des risques et résilience (objectifs 11 à 13)	
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	770 041
Banque africaine de développement	122 869
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	92 174
Département d'État des États-Unis	89 694
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (INUFR)	50 659
8. Communiquer la valeur des biens et services écologiques (objectifs 14 et 15)	
Province du Manitoba	336 785
Manitoba Hydro	250 953
Manitoba Lotteries	67 406
Royal Bank of Canada Foundation	62 287
9. Gestion environnementale pour la paix et la sécurité (objectifs 16 et 17)	
Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD)	113 681
10. Transparence et responsabilisation : le rôle des Services d'information (BSE) (objectifs 18 à 22)	
Commission européenne	369 586
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	315 074
Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC)	248 454
Ministère fédéral de l'environnement (BMU) (Allemagne)	243 528
Masdar	174 054
Institut des stratégies environnementales mondiales (IGES) (Japon)	168 938
Office fédéral de l'environnement (OFEV) (Suisse)	149 921
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	136 461
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	131 058
Ministère de l'Environnement (Espagne)	117 136
Ministère de l'Écologie (France)	90 000
Service coréen des forêts	82 851
Ministère de l'Environnement (Suède)	75 275
La Banque Mondiale	70 170
Ministère des Affaires étrangères (Finlande)	69 925
Institut de L'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF)	63 480
Ministère des Affaires étrangères (Nouvelle-Zélande)	56 210
11. Connectivité mondiale (objectifs 23 à 25)	
Agence canadienne de développement international (ACDI)	204 799
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	187 269
Centre Mondial de Surveillance de la Conservation de la Nature	95 414
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	93 209
12. La responsabilisation pour une économie durable (objectifs 26 à 28)	
Ministère des Affaires étrangères (Danemark)	388 086
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	166 295
Institut suédois pour la recherche environnementale IVL	112 152
Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	100 031
Centraide Winnipeg	82 328
Department for International Development (DFID) R.-U.	61 679
Province du Manitoba	58 828
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	51 296

Pour obtenir une liste complète de nos bailleurs de fonds veuillez consulter : www.iisd.org/about/funders.asp.

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés résumés

Aux membres de l'Institut international du développement durable

Les états financiers consolidés résumés ci-joints, qui comprennent le bilan consolidé au 31 mars 2012 et l'état consolidé des résultats pour l'exercice clos à cette date, sont tirés des états financiers consolidés audités de l'Institut international du développement durable pour l'exercice clos le 31 mars 2012. Nous avons exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers consolidés dans notre rapport daté du 28 juin 2012. Ni ces états financiers consolidés ni les états financiers consolidés résumés ne reflètent les incidences d'événements survenus après la date de notre rapport sur ces états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés résumés ne contiennent pas toutes les informations requises par les principes comptables généralement reconnus du Canada. La lecture des états financiers résumés ne saurait par conséquent se substituer à la lecture des états financiers consolidés audités de l'Institut. (Disponibles à l'adresse suivante : http://www.iisd.org/pdf/2012/financials_2012_fr.pdf)

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés résumés

La direction est responsable de la préparation d'un résumé des états financiers consolidés audités conformément aux critères établis par le conseil d'administration.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés résumés, sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre conformément à la Norme canadienne d'audit 810, intitulée « Missions visant la délivrance d'un rapport sur des états financiers résumés ».

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés résumés tirés des états financiers consolidés audités de l'Institut international du développement durable pour l'exercice clos le 31 mars 2012 constituent un résumé fidèle de ces états financiers, conformément aux critères mentionnés précédemment.



Comptables agréés

Winnipeg (Manitoba)
Le 28 juin 2012

Bilan consolidé

31 mars 2012

	2012	2011
ACTIF		
À COURT TERME		
Trésorerie	3 545 374 \$	1 063 546 \$
Titres négociables	7 592 158	8 104 934
Débiteurs	9 628 547	9 790 219
Frais payés d'avance et dépôts	196 190	161 970
	20 962 269	19 120 669
IMMOBILISATIONS	264 497	244 301
	21 226 766 \$	19 364 970 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	1 954 611 \$	1 440 861 \$
Produits reportés	12 051 617	10 302 168
	14 006 228	11 743 029
ENGAGEMENTS		
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	264 497	244 301
Réserve pour création de programmes	4 349 930	4 445 049
Fonds d'innovation	9 972	5 972
Fonds de campagne	7 165	26 242
Actifs de fonctionnement nets non affectés	2 588 974	2 900 377
	7 220 538	7 621 941
	21 226 766 \$	19 364 970 \$

État consolidé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

	2012	2011
PRODUITS		
Subventions affectées à des fins particulières	13 079 799 \$	12 618 357 \$
Subventions de fonctionnement	2 888 530	3 111 467
Fonds d'innovation	6 667	32 664
Intérêts	185 751	267 633
Autres produits	84 387	282 681
TOTAL DES PRODUITS	16 245 134	16 312 802
CHARGES		
Projets		
Commerce et investissement	5 462 245	5 210 805
Services d'information	3 641 792	3 296 281
Changements climatiques et énergie	2 674 874	2 167 190
Capital naturel et social	1 761 254	2 045 370
Connectivité mondiale	848 037	727 376
Création de nouveaux projets	95 772	91 088
Fonds d'innovation	7 496	33 671
	14 491 470	13 571 781
Administration	1 403 953	1 229 383
Financement, publication et communications	599 415	850 937
Conseil d'administration	136 622	114 052
TOTAL DES CHARGES	16 631 460	15 766 153
EXCÉDENT (DES CHARGES SUR LES PRODUITS)		
DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(386 326)	546 649
MONTANT (PROVENANT DES) AFFECTÉ AUX		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
Actifs nets investis en immobilisations	(20 196)	50 487
Réserve pour création de programmes	95 119	78 269
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS	(311 403)	675 405
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 900 377	2 224 972
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
À LA FIN DE L'EXERCICE	2 588 974 \$	2 900 377 \$

Accords de financement

Subventions affectées à des fins particulières L'IISD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	2012	2011
(en milliers de dollars)		
Gouvernements et organismes		
canadiens	1 465 \$	1 901 \$
internationaux	6 623	7 253
	8 088	9 154
Organismes des Nations Unies	1 105	1 009
Organismes internationaux	1 025	901
Fondations philanthropiques	233	585
Secteur privé et autres	2 741	767
	13 192 \$	12 416 \$

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits sont ventilés par secteur d'activité comme suit : les autres produits englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait au poste Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications, le gain net de change au 31 mars 2012 d'un montant de 9 000 \$ (147 000 \$ en 2011).

Secteurs d'activité	Autres produits	Subventions affectées à des fins particulières		Total
		Fonds d'innovation	(en milliers de dollars)	
Commerce et investissement	5 \$	- \$	4 911 \$	4 916 \$
Services d'information	-	-	3 413	3 413
Changements climatiques et énergie	23	-	2 264	2 287
Capital naturel et social	35	-	1 603	1 638
Connectivité mondiale	8	-	775	783
Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications	13	-	114	127
	84	-	13 080	13 164
Fonds d'innovation	-	7	-	7
	84 \$	7 \$	13 080 \$	13 171 \$

Subventions de fonctionnement En avril 2011, un accord d'une durée de un an a été conclu avec l'Agence canadienne de développement international (l'« ACDI »), pour un total de 1,672 M\$. Le montant total alloué à l'exercice 2011-2012 a été reçu et est inclus dans les produits pour l'exercice. En mars 2012, l'accord a été modifié pour le proroger de 9 mois supplémentaires jusqu'au 31 décembre 2012 et a été financé à hauteur de 1,254 M\$ pour la période de prorogation. Le financement pour la période de prorogation est inclus dans les produits reportés au 31 mars 2012. L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IISD des subventions de fonctionnement. L'IISD a des accords de financement avec le gouvernement du Manitoba et le Centre de recherches pour le développement international (le « CRDI ») pour des périodes de cinq et six ans se clôturant le 31 mars 2016 et le 30 juin 2012, respectivement. Ces deux accords procurent une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités des bailleurs de fonds. En mars 2012, l'accord conclu avec le CRDI a été modifié pour le proroger de 12 mois supplémentaires jusqu'au 30 juin 2013 et a été financé à hauteur de 1 M\$ pour la période de prorogation. Le financement pour la période de prorogation est inclus dans les produits reportés au 31 mars 2012.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées		Engagement de subventions résiduel
		2012	Exercices antérieurs	
(en milliers de dollars)				
Gouvernement du Canada				
Agence canadienne de développement international	2 926 \$	1 672 \$	- \$	1 254 \$
Gouvernement du Manitoba	4 186	837	-	3 349
Centre de recherches pour le développement international	2 422	379	1 643	400
Produits tirés des subventions de fonctionnement	9 534 \$	2 888 \$	1 643 \$	5 003 \$

Accords de financement

Fonds d'innovation

En 2005, le conseil d'administration a constitué le Fonds d'innovation de l'IISD ayant pour but de recevoir les apports des donateurs destinés à être affectés au développement de nouvelles idées pour un monde meilleur et à combler les besoins futurs. Le Fonds d'innovation fournit du « capital-risque intellectuel » aux chercheurs de l'IISD afin qu'ils repoussent les frontières de l'innovation en offrant une flexibilité habituellement absente des mécanismes conventionnels de financement. Les subventions sont octroyées à des projets précis du Fonds d'innovation par suite d'un processus d'examen officiel comprenant des critères préétablis.

Sommaire des activités du Fonds d'innovation depuis sa création jusqu'au 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

Apports reçus :	
Alcan Inc.	90 \$
The Kathleen M. Richardson Foundation	75
La Great-West, compagnie d'assurance-vie	75
Groupe Investors	75
Manitoba Hydro	75
JFC Burns Investment	35
La compagnie E. I. du Pont Canada	20
Autres (moins de 10 000 \$)	18
	<hr/> 463
Montant affecté de la réserve pour création de programmes	20
	<hr/> 483

Subventions octroyées aux projets :

Exercices antérieurs	
Rapport sur le développement humain et l'écosystème	17 \$
Dégager les défis posés par l'environnement et la sécurité en Chine	14
Défis relatifs à la gouvernance et à la reddition de comptes pour les entités non juridiques	13
Droits relatifs aux catastrophes naturelles et aux ressources	13
Renforcement des capacités pour un développement durable en Corée du Nord	7
Changements climatiques, ressources et conflit : comprendre les liens entre l'environnement et la sécurité au Soudan	25
Réaliser l'avantage de Budapest : institutionnaliser la présence de l'IISD au sein de l'Union européenne	9
Condensé actualisable et électronique des décisions d'arbitrage relevant du droit international des investissements	34
Approche écosystémique des objectifs du Millénaire pour le développement et des accords environnementaux multilatéraux	26
Changements climatiques et santé	17
Centre de services consultatifs en matière de droit international des investissements	29
Approvisionnement durable	25
Dialogue entre le Commonwealth et la francophonie	30
Créer des systèmes d'information de prochaine génération pour les parties prenantes relatifs à des projets avec indicateur intégré/à des projets de scénarios futurs	30
Logiciel libre/de fixation à froid : laboratoire de communications de l'IISD	23
Étude de faisabilité d'espaces verts	19
Promouvoir un investissement durable dans le secteur de l'eau : nouvelle orientation du projet de classification croisée sur l'eau de l'OCDE	40
Private Social Equity	31
Gender Impacts of Regional Trade Agreements	29

Gender Equity in Commodity Sustainability Standards	13
Promouvoir Gender Equity in Sustainable Commodity Standards	38
Recouvrement de subventions octroyées au cours d'exercices antérieurs	(9)
	<hr/> 473

Exercice considéré

Solde du Fonds d'innovation au 31 mars 2012	10 \$
---	-------

Fonds de campagne

En 2007, le conseil d'administration a lancé une campagne de financement visant à recevoir de donateurs des apports qui serviront à des projets ayant trait au développement durable dans lesquels s'impliquent de jeunes professionnels, à des initiatives liées aux changements climatiques, à des initiatives communautaires et autres besoins du programme. Des subventions sont octroyées à des projets particuliers qui répondent aux critères de la campagne.

Sommaire de la campagne de financement depuis sa création jusqu'au 31 mars 2012 (en milliers de dollars)

Apports reçus :	
Manitoba Hydro	500
Fondation McCall MacBain	237
RBC Foundation	301
Particuliers	110
JFC Burns Investment	35
Stewards Edge	25
Winnipeg Foundation	25
CP Loewen Family Foundation	20
Banque HSBC Canada	13
Delmar Global Trusts	12
Lake Winnipeg Foundation	10
Gold Coast Securities	5
Ghana Growth Fund	5
Assiniboine Credit Union	2
Exportation et développement Canada	1
	<hr/> 1 301

Subventions octroyées aux projets :

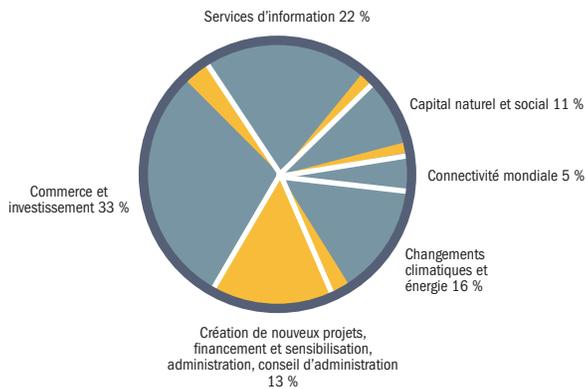
Exercices antérieurs	
Centre d'innovation pour l'eau	675
Changements climatiques et énergie	248
Sustainable Leadership Innovation Centre - Domestic Winnipeg Pilot	50
Conférence du Réseau canadien d'indicateurs de durabilité : Accountability through Measurement	39
Leaders for a Sustainable Future/Trade Knowledge Network Internship	39
Assessment of Microbial Genomics for Bio-refining	34
Liens entre la pauvreté et les services écosystémiques	25
Manitoba Eco Tender	25
Intern Community Training Platform	20
IISD Board Youth Consultation	13
Building Alliance of Institutions Training Young Professionals	10
Winnipeg Community Indicator System - United Way Pilot	10
Recouvrement de subventions octroyées au cours d'exercices antérieurs	(19)
	<hr/> (1 169)

Exercice considéré

Centre d'innovation pour l'eau	100 \$
Sustainable Leadership Innovation Centre - Domestic Winnipeg Pilot	17
Outil de planification d'impacts	5
Secrétariat du Réseau canadien d'indicateurs de durabilité	3
	<hr/> 125

Produits et charges par catégorie de projets en 2011-2012

Total des charges 16 631 460 \$

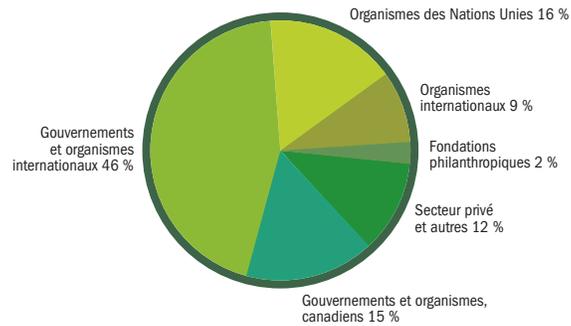


Financé au moyen de ce qui suit :

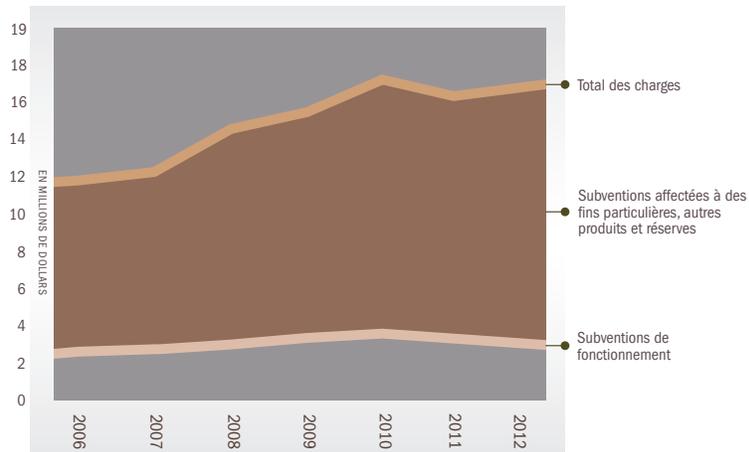
- Subventions de fonctionnement et réserves
- Subventions affectées à des fins particulières et autres produits

Subventions affectées à des fins particulières, par donateur 2011-2012

Total des subventions affectées à des fins particulières 13 079 799 \$



2006-2012 évolution du financement de l'IISD



Annexe consolidée du fonctionnement par secteur d'activité (en milliers de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

	Commerce et investissement	Services de production de rapports	Changements climatiques et énergie	Capital sociétal et naturel	Connectivité mondiale	Fonds d'innovation	Création de nouveaux projets	Publications et communications	Financement	Administration	Conseil d'administration	2012 Total	2011 Total
Produits	4 916 \$	3 413 \$	2 287 \$	1 638 \$	783 \$	7 \$	1 \$	- \$	46 \$	80 \$	- \$	13 171 \$	12 934 \$
Personnel	3 097	916	1 604	1 222	503	4	59	229	169	1 003	-	8 806	8 154
Collaborateurs	987	1 348	449	161	179	3	9	50	7	73	-	3 266	3 382
Déplacements	453	1 071	279	100	80	-	28	-	14	94	-	2 119	1 859
Loyer	183	112	97	73	29	-	-	14	11	61	-	580	546
Fournitures et autre matériel	128	87	50	55	20	-	-	24	10	132	-	506	560
Réunions	337	1	103	42	9	-	-	1	7	3	-	503	391
Publications	170	31	30	54	5	1	-	28	15	-	-	334	346
Télécommunications	54	60	36	30	14	-	-	5	3	24	-	226	221
Amortissement des immobilisations	32	10	16	15	5	-	-	6	2	8	-	94	134
Conseil d'administration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	137	137	114
Documents de recherche	21	6	11	9	4	-	-	2	2	6	-	61	59
Total des charges	5 462	3 642	2 675	1 761	848	8	96	359	240	1 404	137	16 632	15 766

Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits

(546) \$	(229) \$	(388) \$	(123) \$	(65) \$	(1) \$	(95) \$	(359) \$	(194) \$	(1 324) \$	(137) \$	(3 461)	(2 832)
----------	----------	----------	----------	---------	--------	---------	----------	----------	------------	----------	---------	---------

Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financées au moyen des éléments suivants :

Subventions de fonctionnement	2 889	3 111
Intérêts	186	268
Excédent (des charges sur les produits) des produits sur les charges	(386) \$	547 \$

Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières

(en milliers de dollars)

24

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2012

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	622	\$
Ressources naturelles Canada	100	
Environnement Canada	42	
Agence canadienne de développement international (ACDI)	41	
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE)	27	
Santé Canada	13	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada (MAINC)	10	
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)	4	
Vérificateur général du Canada	3	
	<u>862</u>	

Gouvernements provinciaux

Manitoba	459	
Colombie-Britannique	92	
Alberta	27	
Terre-Neuve-et-Labrador	6	
Nouvelle-Écosse	6	
Ontario	6	
Québec	5	
Saskatchewan	2	
	<u>603</u>	

Gouvernements étrangers

Suisse		
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	1 195	
Direction du développement et de la coopération (DDC)	1 011	
Office fédéral de l'environnement (OFEV)	<u>231</u>	2 437
Commission européenne		
DG Environnement		1 874
Royaume-Uni		
Foreign and Commonwealth Office (FCO)		484
Norvège		
Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD)	349	
Ministère de l'Environnement	<u>37</u>	386
Allemagne		
Ministère fédéral de l'Environnement (BMU)	256	
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)	<u>93</u>	349
Danemark		
Ministère danois des Affaires étrangères		280
Japon		
Institut des stratégies environnementales mondiales (IGES)	169	
Institut de recherches sur l'industrie mondiale et le progrès social (GISPRI)	<u>34</u>	203
Suède		
Ministère de l'Environnement	76	
Agence suédoise d'aide au développement international (Asdi)	<u>59</u>	135
Espagne		
Ministère de l'Environnement		117
Corée		
Service coréen des forêts	83	
Ministère de l'Environnement	<u>14</u>	97
Nouvelle-Zélande		
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce		66
Taiwan		
Bureau de représentation de Taipei au Canada (TECO)		48
Namibie		
Ministère du Commerce et de l'Industrie		45
Finlande		
Ministère de l'Agriculture et des Forêts	35	
Ministère des Affaires étrangères	<u>6</u>	41
Abu Dhabi		
Agence de l'Environnement		35
États-Unis d'Amérique		
Département d'État des États-Unis		10
Autriche		
Agence Autrichienne de l'Énergie		10
Mexique		
Ministère des Affaires étrangères		5
Singapour		
Représentant permanent de Singapour aux Nations Unies		<u>1</u>
		<u>6 623</u>

Organismes des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	718
Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAESNU)	148
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	54
Bureau des Nations Unies à Nairobi (UNON)	49
Bureau des Nations Unies à Genève (ONUG)	37
Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes	22
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	18
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	18
Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU)	17
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	12
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	9
Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale	<u>3</u>
	<u>1 105</u>

Organismes internationaux

Agence internationale de l'énergie renouvelable	479
World Wildlife Federation South Africa (WWF-SA)	80
Coopération économique de la zone Asie-Pacifique	77
Banque mondiale	70
Conseil International des Mines et Métaux	38
Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	38
Commission de coopération environnementale (CCE)	37
Conservation International Liberia	33
Société pour la Conservation de la Vie sauvage (WCS)	31
Banque asiatique de développement	31
Secrétariat de la Communauté des Caraïbes	19
Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)	19
Centre de recherche forestière internationale	15
Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN)	15
World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)	13
International Centre for Integrated Mountain Development (ICIMOD)	13
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	11
Autres (moins de 10 000 \$)	<u>6</u>
	<u>1 025</u>

Fondations philanthropiques

Rockefeller Brothers Fund	145
Centraide Winnipeg	85
Autres (moins de 10 000 \$)	<u>3</u>
	<u>233</u>

Secteur privé et autres

PricewaterhouseCoopers Services Ltd. (PwCS)	1 469
Manitoba Lotteries	300
Manitoba Hydro	268
Masdar	174
Oxford Policy Management Limited	97
Institut suédois pour la recherche environnementale IVL	65
Nunavut Tunngavik Incorporated	38
Association internationale de l'hydroélectricité (AIH)	31
Université du Manitoba	27
Pimachiowin Aki Corporation	25
EZ pmp Inc. - République de Corée	21
EnviroEconomics	20
L'Initiative des Droits et Ressources	19
Conseil norvégien pour les réfugiés	17
Enbridge	15
Groupe interprovincial et industriel sur les réductions des GES	15
Forest Europe LUO c/o Gyro AS	15
Université du Delaware	13
Université de Leeds	13
Université Simon Fraser	13
Lynne Mackenzie & Partners (Pty) Ltd	12
ESSA Technologies Ltd.	11
Suncor	10
TransCanada Energy	10
Autres (moins de 10 000 \$)	<u>43</u>
	<u>2 741</u>
	<u>13 192 \$</u>